



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 3208

Texte de la question

SITUATION AU PROCHE-ORIENT

Mme la présidente. La parole est à M. Alain Tourret, pour le groupe radical, républicain, démocrate et progressiste.

M. Alain Tourret. Monsieur le ministre des affaires étrangères, jamais la situation internationale au Proche et au Moyen-Orient n'a été aussi dangereuse. Tous les germes d'un conflit sont en place, et un tel conflit peut se traduire par une guerre dont personne ne saura maîtriser les développements ni les conséquences.

Plusieurs armées cohabitent sur le front syrien : la Russie, la France et les États-Unis y ont en effet déployé leurs aviations de combat qui procèdent à des attaques, cible après cible et sans coordination.

La situation en Palestine est de plus en plus inquiétante, et les Palestiniens – auxquels Israël fait violence en leur retirant leurs territoires et en mitant ceux-ci par des colonies – envisagent, par désespoir, de se lancer dans une troisième Intifada, celle des poignards.

Il appartient à la France et à l'Europe de prendre toutes les mesures utiles pour permettre une rencontre et une discussion, comme cela fut jadis fait à Oslo.

Mais le plus inquiétant est sans doute la situation en Turquie, car les décisions prises par le gouvernement turc à l'encontre des kurdes, qu'il n'hésite pas à bombarder, laissent croire que des actions de génocide sont actuellement entreprises.

Près de cent personnes viennent de trouver la mort dans un double attentat, au détriment de la population kurde. Rien ne serait pire que de laisser croire que le gouvernement turc, qui envisage d'entrer dans l'Europe, est plus ou moins responsable de cet attentat meurtrier.

M. François Rochebloine. Très bien !

M. Alain Tourret. Il est donc indispensable qu'une enquête internationale permette d'établir la vérité. L'Europe est-elle prête, à la demande de la France, à solliciter une telle enquête ? Par ailleurs, la France compte-t-elle saisir l'Organisation des Nations unies en ce sens ?

Rien ne serait pire que de ne rien faire, au moment où le secrétaire général de l'ONU estime que la France, pas plus que l'Europe, n'ont de rôle à jouer dans cette région. Alors, monsieur le ministre, le Gouvernement de la France veut-il s'appuyer sur l'Europe pour trouver le chemin de la sécurité et de la paix ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, sur certains bancs du groupe de l'Union des*

démocrates et indépendants et sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international*. Monsieur le député, il est vrai que la situation internationale au Proche et au Moyen-Orient a rarement été aussi grave. S'il ne s'agit pas d'un conflit mondial, c'est un conflit mondialisé : à la liste de pays que vous avez déjà dressée, on pourrait ajouter le Liban, l'Irak et la Libye.

Quelques mots sur chacun des problèmes que vous avez soulevés. S'agissant de la Turquie, il faut bien sûr que la lumière soit faite. Le Conseil européen qui se réunit demain va d'ailleurs se pencher sur la question turque. Je veux simplement dire ici combien nous sommes solidaires de l'ensemble du peuple turc.

En ce qui concerne la situation dans les territoires palestiniens ainsi qu'à Jérusalem, elle est extrêmement tendue. À plusieurs reprises, vous m'avez entendu répondre que ne rien faire, ou faire comme si les choses allaient de soi, reviendrait à aggraver les risques d'embrasement : nous le voyons aujourd'hui.

La France demande donc qu'il y ait une action – et pas seulement des deux pays, la Palestine et Israël, lesquels doivent bien sûr travailler ensemble – et un encadrement internationaux qui les poussent vraiment à négocier et à faire la paix.

Enfin, l'une des sources maîtresses de ces difficultés est la Syrie. Je veux redire ici que nous acceptons tous les soutiens, à condition que les luttes et les efforts soient dirigés contre Daech, que les bombardements visant les populations civiles cessent, et que l'on comprenne que M. Bachar el-Assad n'est pas la solution au conflit car il en est l'un des grands responsables.

Quels que soient les conflits auxquels vous avez fait allusion, la position de la France, nation indépendante, est dictée par une seule exigence : la recherche de la sécurité et de la paix. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, sur les bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur certains bancs du groupe écologiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Alain Turret](#)

Circonscription : Calvados (6^e circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3208

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 octobre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [15 octobre 2015](#)